



La face cachée d'Abou Dhabi. L'Iran un croquemitaine pour éponger les déficits américains.

Par [René Naba](#)

Mondialisation.ca, 17 janvier 2018

[Madaniya](#)

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Analyses: [L'IRAN](#)

1 - Péril iranien ou péril démographique? Les Asiatiques 60 pour cent de la totalité de la population des pétro monarchies.

Les principautés du Golfe présentent cette singularité unique au monde de compter davantage de travailleurs expatriés que de nationaux et le nombre d'ouvriers en bâtiments dépasse de loin le nombre de citoyens au point que le Koweït a cherché dans la décennie 1990 à se débarrasser des Bidouns (sans papiers, sans nationalité), en proposant aux Comores d'accueillir quatre mille d'entre eux en échange de lourds investissements koweïtiens dans le secteur économique.

Abou Dhabi pour décourager l'installation durable des immigrants asiatiques, a proposé, lui, de limiter leur permis de travail et de résidence à un séjour unique de six ans.

L'offre koweïtienne a été rejetée par les autorités comoriennes au motif qu'elle était périlleuse pour la cohésion nationale, et la proposition d'Abou Dhabi également rejetée au motif qu'elle était contre-productive, nuisible à l'attractivité des investisseurs économiques et démotivante sur le plan de l'efficacité économique.

Le problème a d'ailleurs atteint une telle acuité qu'un haut responsable de la police du Golfe, voulant secouer la torpeur des dirigeants pétro monarchiques, n'a pas hésité à braver l'interdit qui frappe ce sujet tabou en prédisant l'élection à moyen terme d'un Indien à la présidence de la Fédération des principautés du Golfe:

«Barack Obama n'est que le prélude à un vaste changement de la climatologie politique planétaire qui verra un indien se porter, à moyen terme, candidat à la présidence de la Fédération», a lancé le général Dhafi Khalfane, chef de la police de Doubaï, devant un auditoire médusé, lors d'un «Forum de l'identité nationale» tenu à Abou Dhabi en avril 2008, premier forum du genre sur ce thème depuis l'indépendance des principautés en 1970, il y a trente huit ans.

Le nombre des travailleurs asiatiques dans le golfe est estimé à quinze millions de personnes, soit près de la moitié de la population de la zone, selon un rapport du Conseil de Coopération du Golfe.

La situation des Émirats est, à cet égard, caricaturale: Les immigrants y représentent 85 pour cent de la population totale. Sur 3,8 millions d'habitants, les nationaux ne sont que le 3me groupe de population (640.000), bien après les Indiens (1,2 millions d'habitants) qui sont sur ce point à égalité avec les Pakistanais. Toutes nationalités confondues, les asiatiques représenteraient près de 60 pour cent de la population totale du Golfe et un pourcentage

largement plus élevé que la population active.

La principale hantise des dirigeants du Golfe est que ces travailleurs étrangers puissent un jour revendiquer la nationalité de leur pays d'accueil. Un véritable casse-tête pour les princes du pétrole qui ne peuvent se dispenser de la main-d'œuvre étrangère s'ils veulent assurer la croissance économique, mais qui se refusent à leur accorder néanmoins la nationalité au risque de dénaturer le caractère arabe des pétromonarchies.

Une solution serait de substituer la main d'œuvre arabe à la main d'œuvre asiatique et sa naturalisation conséquente, mais, dans une telle hypothèse, le risque d'une contamination politique de la main d'œuvre arabe pèserait d'un plus grand poids sur la stabilité des régimes pétro monarchiques.

Au-delà de cet aléa, la main d'œuvre arabe est l'otage des conflits inter arabe. Le Koweït a expulsé près de cinq cent mille Palestiniens en 1990, de même qu'Abou Dhabi, pour châtier Yasser Arafat, chef de l'Organisation de Libération de la Palestine, pour avoir privilégié la médiation plutôt que la confrontation entre l'Irak.

Le Koweït lors de l'invasion irakienne de la principauté en Août 1990 et l'Arabie saoudite en avait fait de même avec près d'un million de Yéménites en représailles à une position identique du président Ali Abdallah Saleh.

2- Le Golfe, une gigantesque base flottante américaine, une pompe à finance des déficits américains.

Face à l'Iran, les pétromonarchies arabes, un des principaux ravitailleurs du système énergétique mondial, font office de gigantesque base militaire flottante de l'armée américaine, qui s'y ravitaille à profusion, à domicile, à des prix défiants toute concurrence. Tous, à des degrés divers, y paient leur tribut, accordant sans états d'âme, des facilités à leur protecteur.

La zone est, en effet, couverte d'un réseau de bases aéronavales anglo-saxonnes et françaises, le plus dense du monde, dont le déploiement pourrait à lui seul dissuader tout éventuel assaillant éventuel, rendant superflu un tel contrat. Elle abrite à Doha (Qatar), le poste de commandement opérationnel du Cent Com (le commandement central américain) dont la compétence s'étend sur l'axe de crise de l'Islam qui va de l'Afghanistan au Maroc; A Manama (Bahreïn), le quartier général d'ancrage de la V me flotte américaine dont la zone opérationnelle couvre le Golfe arabo-persique et l'Océan indien.

S'y ajoutent, dernier et non le moindre des éléments du dispositif, Israël, le partenaire stratégique des États-Unis dans la zone, ainsi que la base relais de Diego Garcia (Océan indien), la base aérienne britannique de Massirah (Sultanat d'Oman) ainsi que depuis janvier 2008 la plate forme navale française à Abou Dhabi.

De surcroît, des barrages électroniques ont été édifiés aux frontières de l'Arabie Saoudite et des Émirats Arabes Unis pour décourager toute invasion ou infiltration.

Le barrage électronique saoudien a été édifié avec le concours des Français, celui d'Abou Dhabi, avec le concours de la firme israélienne AGT (Asia Global Technologies), dont le contrat de trois milliards de dollars concerne aussi bien la protection des frontières que la protection de quinze sites pétroliers de l'émirat, ainsi que la fourniture de Drones, les avions de reconnaissance sans pilote, de fabrication israélienne.

Faiblement peuplées, entourées de puissants voisins tels l'Iran et l'Irak, de création récente et inexpérimentées en la matière, les pétromonarchies ont longtemps confié leur protection à des pays amis aguerris, ou, à défaut, à des compagnies militaires privées, les mercenaires des temps modernes.

Les fabuleux contrats d'armement qui excédaient les capacités d'absorption des servants locaux, étaient généralement perçus comme des polices d'assurance déguisées, en raison des mirifiques rétro commissions qu'ils généraient.

La protection de l'espace aérien saoudien a été longtemps confiée aux aviateurs pakistanais, le territoire national du Sultanat d'Oman aux bédouins de la Légion Arabe jordanienne, les mercenaires occidentaux se chargeant du reste, avec une répartition des rôles entre les Anglais, surtout présents dans leur ancienne zone d'influence, notamment les émirats pétroliers du Golfe. Les Américains ayant la haute main sur l'Arabie Saoudite et le reste du Moyen-Orient.

3- Abou Dhabi, sous protection de mercenaires occidentaux

La protection du Cheikh Zayed Ben Sultan Al-Nahyane, le père de l'actuel Émir d'Abou Dhabi et ancien président de la Fédération des Émirats du Golfe, ainsi que l'encadrement des troupes omanaises dans la répression de la guérilla marxiste du Dhofar, dans les années 1965-1970, ont relevé de la responsabilité de «Watchguard», une des deux compagnies de mercenaires britanniques, dont le siège est à Guernesey.

Fondée en 1967 par David Sterling, un ancien des commandos de l'air britanniques (Special Air Services), elle passe pour être un instrument d'influence de la diplomatie britannique. Outre Blackwater, qui s'est fâcheusement illustrée en Irak, les États-Unis comptent, eux, deux grandes sociétés privées militaires: Vinnell Corp, dont le siège est à Fairfax, en Virginie, et BDM international.

Toutes deux filiales de la multinationale Carlyle, elles apparaissent comme les bras armés privilégiés de la politique américaine en Arabie et dans le Golfe. Vinnell corp, dont la mission saoudienne a fait l'objet d'un attentat à Khobbar en 1995, a la haute main sur la formation de la Garde nationale saoudienne, tandis que BDM gère la formation du personnel de l'armée de l'air, de la marine et des forces terrestres saoudiennes.

Cf à ce propos: Un Émirat sous protection de mercenaires occidentaux

- <https://www.courrierinternational.com/article/2011/06/09/des-mercenaires-colombiens-au-secours-des-royaumes-petroliers-du-golfe>

4- «Politics of Fears»: L'Iran, un prétexte pour éponger le surplus de pétrodollars arabes

Ainsi donc par un subterfuge que les politologues américains désignent du vocable de «Politics of Fears», la politique de l'intimidation, qui consiste à présenter l'Iran comme un croquemitaine, l'Arabie saoudite et ses alliés pétro monarchiques ont été contraints de se doter, non d'une défense tous azimuts, mais d'une posture défensive anti iranienne, autrement dit de renforcer le royaume «face à l'Iran», puissance du seuil nucléaire, et non Israël, puissance nucléaire de plein exercice, de surcroît puissance occupante de Jérusalem, le 3me haut lieu saint de l'Islam.

5- Israël, le sésame magique

La raison de la complaisance occidentale à l'égard d'Abou Dhabi trouve sa raison dans la connivence souterraine entre l'Émirat et l'État hébreu.

Précurseur dans le domaine de la normalisation feutrée avec Israël, Abou Dhabi a ainsi confié la protection de ses champs pétrolifères à une firme israélienne dirigée par l'ancien député de gauche Yossi Sarid. La firme israélienne AGT a édifié un barrage électronique dans la région frontalière entre les Émirats Arabes Unis et le Sultanat d'Oman afin de prévenir les infiltrations hostiles. Le barrage est en fait un «mur intelligent» qui recèle des caméras pouvant enregistrer les traits de visage de ceux qui touchent le mur. Des données immédiatement transférées dans les fichiers des services de renseignements et de la police capables de déclencher une intervention des forces de sécurité». «Le maître d'œuvre du projet est la firme AGT, dirigée par Mati Kochavi, un israélien installé aux États-Unis».

Cf. «Le business secret d'Israël dans le golfe Persique».

- <http://www.lefigaro.fr/mon-figaro/2010/06/25/10001-20100625ARTFIG00486-le-business-secret-d-israel-dans-le-golfe-persique.php>

Mieux, Abou Dhabi a participé à des exercices aériens avec l'armée de l'air israélienne, dans des manœuvres conjointes aux États Unis et en Grèce, ce que même l'Égypte, pourtant signataire d'un traité de paix avec Israël, s'est abstenu de faire.

- <http://fr.timesofisrael.com/israel-volera-aux-cotes-du-pakistan-et-des-emirats-arabes-aux-etats-unis/>

ÉPILOGUE

1re vérité: Le Monde arabe est redevable à l'Iran d'une part de sa culture et l'Islam d'une partie de son rayonnement, qu'il s'agisse du philosophe Al Fârâbî, du compilateur des propos du prophète, Al Boukhary, du linguiste Sibawayh, du théoricien du sunnisme Al Ghazali, des historiens Tabari et Shahrastani, du mathématicien Al Khawarizmi (Logarithmes), et naturellement du conteur du célèbre roman Kalila wa Doumna, Ibn al Mouqaffah, ainsi qu'Avicenne (Ibn Sinna). De même, l'expansion de l'Islam en Asie centrale aux confins de la Chine n'a pu se faire sans le passage par la plate forme iranienne.

2me vérité: Le Monde arabe est redevable à l'Iran d'un basculement stratégique qui a eu pour effet de neutraliser quelque peu les effets désastreux de la défaite arabe de juin 1967, en substituant un régime allié d'Israël, la dynastie Pahlévi, le meilleur allié musulman de l'État hébreu, par un régime islamique, qui a repris à son compte la position initiale arabe scellée par le sommet arabe de Khartoum (Août 1967) des «Trois NON» (non à la reconnaissance, non à la normalisation, non à la négociation) avec Israël.

Il a ainsi offert à l'ensemble arabe une profondeur stratégique en le libérant de la tenaille israélo iranienne, qui l'enserrait dans une alliance de revers, compensant dans la foulée la mise à l'écart de l'Égypte du champ de bataille du fait de son traité de paix avec Israël. La Révolution Islamique en Iran a été proclamée le 9 Février 1979, un mois avant le traité de Washington entre Israël et l'Égypte, le 25 mars 1979. En retour, les Arabes, dans une démarche d'une rare ingratitude, vont mener contre l'Iran, déjà sous embargo, une guerre

de dix ans, via l'Irak, éliminant au passage le chef charismatique de la communauté chiite libanaise, l'Imam Moussa Sadr (Libye 1978), combattant dans le même temps l'Union soviétique en Afghanistan, le principal pourvoyeur d'armes des pays du champ de bataille contre Israël.

3^{me} vérité: Le Monde arabe s'est lancé, au-delà de toute mesure, dans une politique d'équipements militaires, pendant un demi-siècle, payant rubis sur ongle de sommes colossales pour d'arsenal désuets, pour des livraisons subordonnées à des conditions politiques et militaires draconiennes, alors que, parallèlement, les États-Unis dotaient, gracieusement, Israël de son armement le plus sophistiqué.

Le différentiel de traitement entre Arabes et Israéliens.

Israël a bénéficié, à ce titre, de cinquante et un (51) milliards de dollars de subventions militaires depuis 1949, la majeure partie depuis 1974, plus qu'aucun autre pays de la période postérieure à la II^{me} Guerre mondiale, selon une étude du spécialiste des affaires militaires Gabriel Kolko, parue dans la revue «Counter punch» en date du 30 mars 2007.

A deux reprises au cours du dernier quart de siècle, les pays arabes ont participé à des guerres lointaines par complaisance à l'égard de leur allié américain, parfois au détriment des intérêts à long terme du Monde arabe, s'aliénant même un allié naturel, l'Iran, un voisin millénaire, dans la plus longue guerre conventionnelle de l'époque contemporaine, sans pour autant bénéficier de la considération de leur commanditaire américain.

A l'apogée de la puissance occidentale, au plus fort de leur alliance avec l'Iran, ni les États Unis pas plus que la France n'ont jamais réussi à faire restituer à leur propriétaire arabe légitime les trois îlots du golfe, propriété d'Abou Dhabi: Abou Moussa et les deux îles Tomb, occupés par le Chah d'Iran, dans la décennie 1970.

Au vu de ce qui précède, les Émirats constituent-ils vraiment un«point d'équilibre entre les continents européen, africain et asiatique»? Un point d'équilibre ou un marche pied de l'Otan? Un instrument d'asservissement du Monde arabe à l'hégémonie israélo-atlantiste ?

La déclaration du président français relève-t-elle d'un exercice classique de flagornerie diplomatique? D'une réelle méconnaissance de la nature profonde d'une principauté qui passe notamment au Yémen, d'être un suppôt des groupements terroristes islamiques, notamment d'Al Qaida pour la Péninsule Arabique (APA), ordonnateur du carnage de Charlie Hebdo, en janvier 2013. Ou alors d'une duplicité fâcheuse de la part d'un président qui prône la moralisation de la vie publique ?

De même exhorter le Hezbollah à renoncer à son arsenal militaire pour se fondre dans la vie libanaise en tant que parti politique, sans piper mot du formidable arsenal nucléaire israélien, relève sinon d'une naïveté inquiétante à tout le moins d'une mauvaise foi criante, en tout cas d'une partialité pro israélienne manifeste.

Le plus jeune président de la République Française n'est pas propulsé par une audacieuse pensée novatrice, mais corseté par un conformisme passéiste. Les mésaventures du poulain de la France, Saad Hariri, en Arabie saoudite devrait l'inciter à purger sans retard le lourd passif de ses calamiteux prédécesseurs, le post gaulliste Nicolas Sarkozy et le post socialiste Français Hollande et non de se placer dans leur désastreux sillage.

Que les roitelets du Golfe, dans cette perspective, songent au sort funeste du Chah d'Iran, l'ancien super gendarme du golfe, à celui de l'ancien président zaïrois Joseph Mobutu, interdit de séjour en France après avoir pourtant abondé la classe politique française de ses mallettes et de ses djembés ou encore à celui du fugitif tunisien, Zine El Abidine Ben Ali, interdit de survoler l'espace aérien français, dans sa fuite de son pays après avoir servir de «tour operator» à la caste politique médiatique française.

La source originale de cet article est [Madaniya](#)
Copyright © [René Naba](#), [Madaniya](#), 2018

Articles Par : [René Naba](#)

A propos :

Journaliste-écrivain, ancien responsable du Monde arabo musulman au service diplomatique de l'AFP, puis conseiller du directeur général de RMC Moyen-Orient, responsable de l'information, membre du groupe consultatif de l'Institut Scandinave des Droits de l'Homme et de l'Association d'amitié euro-arabe. Auteur de "L'Arabie saoudite, un royaume des ténèbres" (Golias), "Du Bougnoule au sauvageon, voyage dans l'imaginaire français" (Harmattan), "Hariri, de père en fils, hommes d'affaires, premiers ministres (Harmattan), "Les révolutions arabes et la malédiction de Camp David" (Bachari), "Média et Démocratie, la captation de l'imaginaire un enjeu du XXI^{ème} siècle (Golias). Depuis 2013, il est membre du groupe consultatif de l'Institut Scandinave des Droits de l'Homme (SIHR), dont le siège est à Genève et de l'Association d'amitié euro-arabe. Depuis 2014, il est consultant à l'Institut International pour la Paix, la Justice et les Droits de l'Homme (IIPJDH) dont le siège est à Genève. Depuis le 1^{er} septembre 2014, il est Directeur du site Madaniya.

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif.

Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca